

AUTRE RIVE, AUTRES VIES



**MONTPELLIER 1962-2022 :
MÉMOIRES D'ALGÉRIE,
60 ANS APRÈS**

1962 : 60 ans après

Entre printemps et été 2022, Montpellier a accueilli des artistes, des auteurs et des chercheurs qui ont témoigné lors d'événements liés à ce soixantième anniversaire. L'hôtel de Ville accueillera du 17 septembre au 21 octobre une exposition sur ce thème.



© C. Marson



Cycle de conférences salle Rabelais

D'avril à juin, la salle Rabelais a accueilli un cycle de conférences autour de l'année 1962. Les historiens Colette Zytnicki et Jacques Frémeaux ont détaillé le contexte historique et les mouvements de population provoqués par les événements. Jean-Paul Montanari, directeur de Montpellier Danse, et Jean-Noël Pancrazi, écrivain, ont échangé leurs impressions autour du livre *Les Années manquantes*. Celui-ci interroge l'expression artistique intime de ceux qui ont traversé cette histoire complexe et douloureuse. L'incontournable Albert Camus a été décrypté par le spécialiste Alain Vircondelet. Avec *Nos ombres d'Algérie*, documentaire sorti en 2022, Vincent Marie a réussi une double narration sur ce sujet sensible en s'alliant les compétences de bédéistes reconnus. Enfin, l'écrivaine Leïla Sebbar (*photo*), née en Algérie d'un père algérien lettré en arabe et en français et d'une mère française originaire de Dordogne, est revenue sur son travail consacré à l'expression juste et sensible de l'infinité des histoires qui tissent celle de la France et de l'Algérie. À noter également, la projection par la médiathèque Émile-Zola du film *Rester là-bas* en présence de la cinéaste Dominique Cabrera, qui interroge l'héritage des pieds-noirs en Algérie, sa terre de naissance.



L'émir Abd El-Kader en expo à Uni'Sons

Organisée par Uni'sons à la galerie L'art est public, aux Hauts de Massane à Montpellier, l'exposition *Émir Abd El-Kader. Un homme, un destin, un message* est prolongée jusqu'au 18 décembre. Elle retrace la vie de l'Émir Abd El-Kader (1808-1883), figure de tolérance et d'ouverture d'esprit. « À l'heure de la célébration du 60^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, nous avons décidé d'évoquer ce personnage algérien historique, initiateur du dialogue interreligieux et précurseur de la diplomatie internationale, explique Habib Dechraoui, le directeur d'Uni'Sons. Je suis impressionné par le parcours de ce grand résistant, poète, homme de foi qui a choisi la voie du pardon et a été protecteur des chrétiens de Damas. Un homme qui n'a eu de cesse de rassembler, et, à mon sens, cela fait écho à notre période de division. »



© C. Marson

Autre rive, autres vies est un magazine spécial édité par la Ville de Montpellier dans le cadre du 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

Directeur de la publication : Michaël Delafosse, maire de Montpellier, président de Montpellier Méditerranée Métropole. **Conception éditoriale et rédaction :** Jérôme Carrière, Maxime Revol, Françoise Dalibon, Xavier de Raulin, Laurence Pitiot, Serge Mafioly, Fatima Kerrouche et Stéphanie Benazet-Iannone. **Photos :** Frédéric Damerджи, Cécile Marson, Christophe Ruiz et Maxime Revol. **Autres photos :** archives municipales de Montpellier, fonds de la Métropole de Montpellier déposé au Mucem, CDHA et collections privées. **Couverture :** CDHA. **Conception graphique :** @agencecoopcommunication - 13056 MEP. **Impression :** Impact. **Direction de la communication :** Ville de Montpellier : 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2 - 04 67 34 70 00 ou montpellier.fr



« Montpellier doit beaucoup aux rapatriés d'Algérie »



© Mario Siništaj

Michaël Delafosse, maire de Montpellier,
président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ce magazine spécial édité par la Ville de Montpellier rappelle que l'histoire des rapatriés et des harkis est liée à notre territoire. Le témoignage de leur arrivée nous plonge 60 ans dans le passé, et nous invite aussi à mieux construire notre avenir.

Nos amis pieds-noirs, invariablement, nous le rappellent : à leur arrivée en métropole, ils n'avaient qu'une valise et leurs yeux pour pleurer. Bien souvent, l'accueil fut froid. Il a fallu un peu de temps pour s'apercevoir que cette valise regorgeait de trésors : un verbe haut et coloré, un art de vivre chaleureux, une gastronomie métissée, une obstination à réussir, une formidable capacité d'adaptation et un incontestable esprit d'initiative ! Ce dynamisme s'est diffusé dans notre ville. Dans le monde de l'entreprise, dans le tissu associatif, dans les sphères sportives, culturelles et politiques, les rapatriés d'Algérie ont souvent joué les premiers rôles. C'est ce « *peuple créateur* » que je veux saluer ici. Un peuple qui, malgré l'amertume des pertes et la nostalgie des paysages disparus, a su se réinventer ici, individuellement et collectivement.

Terre hospitalière

Un peuple qui a pu replanter ses racines à Montpellier. Peut-être parce que notre ville a su ouvrir plus largement ses bras que d'autres. Montpellier a été, à ce moment si difficile de l'histoire, une terre hospitalière. Il faut souligner le courage des choix politiques effectués alors, qui ont permis de transcender les défis de l'accueil en énergie créatrice. Une énergie qui va emmener Montpellier jusqu'au statut de capitale régionale. Les pieds-noirs ont écrit ici l'un des chapitres les plus riches de notre tradition d'accueil. Les harkis et leurs familles ont connu des conditions d'arrivée encore plus dramatiques. Tentes, puis chalets préfabriqués : ils ont dû se contenter d'habitats provisoires pendant 20 ans. Malgré cela, ils ont eux aussi participé à la construction de la métropole de Montpellier, notamment au niveau associatif ou au sein de la municipalité. Avec, là encore, un désir immuable d'avancer, d'exister, de se réaliser.

Un lieu de culture et de respect

Montpellier doit se souvenir. En fidélité à Georges Frêche, je souhaite que notre ville accueille un musée sur cet épisode historique crucial pour notre pays. Un lieu de culture et de respect, un lieu pour comprendre les 132 ans de présence française en Algérie. Il faut accepter qu'il y ait plusieurs mémoires d'un même événement. Ce n'est pas relativiser l'objectivité des faits : c'est prendre en considération la pluralité des mémoires individuelles et collectives, et la dimension affective de toute expérience humaine. Je crois qu'il est important pour ma génération, et celles qui viendront, qu'un tel lieu existe, afin que tous comprennent mieux ces événements. Cet Institut de la France et de l'Algérie, que nous souhaitons établir à Montpellier, sera ainsi un lieu de connaissance, mais surtout de rencontre et de dialogue. Pour regarder courageusement le passé, mais aussi tracer des lignes d'avenir.

1962 : fin de la guerre d'Algérie

Le 18 mars 1962, les accords d'Évian mettent un terme à la guerre d'Algérie, qui, depuis huit ans, oppose l'armée française et les nationalistes algériens du Front de Libération Nationale (FLN). Ils aboutiront à l'indépendance de l'Algérie le 5 juillet suivant, après plus de 130 ans de présence française. Ce conflit colonial a causé au moins 300 000 victimes du côté algérien. L'armée française y a perdu près de 30 000 soldats, alors que le bilan pour les civils « européens » fait état d'environ 5 000 morts et disparus, dont la moitié après le cessez-le-feu.

Les accords d'Évian sont accueillis avec un immense soulagement en Métropole. Les « événements d'Algérie » ont profondément divisé les citoyens. Les jeunes appelés sont de plus en plus réticents à effectuer leur service militaire sur le terrain, les intellectuels dénoncent les violences militaires, et la classe politique est impuissante. L'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle en 1958, dont l'attitude ambiguë lui vaudra l'hostilité d'une grande partie des pieds-noirs, ne parvient pas non plus à régler le conflit rapidement. Malgré un rapport de force favorable sur le terrain militaire, le réalisme et les pressions internationales conduisent Paris à accepter l'indépendance de l'Algérie.

Excès de violences

À cette date, l'Algérie compte environ 9,5 millions de musulmans et environ un million d'Européens non-musulmans dont 130 000 juifs séfarades. L'année 1962 est marquée en Algérie par une spirale de violences. L'OAS (organisation armée secrète), une organisation clandestine anti-indépendantiste composée de militaires et de civils, utilise des méthodes terroristes contre les Algériens et les Européens supposés favorables à l'indépendance. Parallèlement, le FLN intensifie les attentats. Mais la violence prend aussi un aspect de guerre civile franco-française. Le quartier européen de Bab El Oued à Alger entre en insurrection le 23 mars. Il s'ensuit une bataille entre pieds-noirs anti-indépendantistes et métropolitains appelés du contingent. Rue d'Isly, lors d'une manifestation pacifique, l'armée tire sur la foule, provoquant 80 morts. Les Européens sont également la cible du FLN, comme le 5 juillet

à Oran, où 350 d'entre eux sont massacrés. Les harkis sont aussi visés par les indépendantistes. Près de 50 000 d'entre eux seront tués durant l'année.

L'accueil à Montpellier

Ce contexte conduit près d'un million de Français à quitter l'Algérie en quelques mois. Près de 400 000 personnes émigrent en mai et juin, juste avant l'indépendance. Le mouvement se poursuit dans les mois qui suivent à raison d'environ 60 000 personnes par mois, entre juillet et décembre 1962. Les principaux points de débarquement des rapatriés sont Marseille, Sète et Port-Vendres. L'organisation de l'accueil est plus ou moins chaotique selon les villes. D'autant plus que cette population fut l'objet de préjugés. À Montpellier, une réunion de crise se tient le 28 mai 1962. Un plan d'accueil est établi, qui prend les personnes en charge dès leur arrivée à la gare. La mairie de Montpellier est chargée de transformer l'ancien lycée de garçons (actuel musée Fabre) en centre d'hébergement, avec 4 000 lits mis à disposition.

Au secours de l'économie

On estime à 48 000 le nombre de « repliés » – comme on disait à l'époque – sur le département de l'Hérault, durant l'année 1962. Les plus fortunés reprennent des commerces en faillite ou des terrains agricoles à vendre. Les salariés trouvent du travail sur les exploitations qui manquent de bras, ou dans le bâtiment (seule industrie active de la région à l'époque). Une grande majorité s'installe à Montpellier, intensifiant la croissance démographique de la ville. En 1963, 16 % des nouveau-nés montpelliérains ont au moins un parent originaire d'Afrique du Nord.



Le forum d'Alger (1958), huile sur toile du peintre Étienne Chevalier (1910-1982), grand paysagiste de l'Algérois. Cette œuvre fait partie des collections déposées au Mucem, à Marseille.



“ En 1963, 16 % des nouveau-nés montpelliérains ont au moins un parent originaire d'Afrique du Nord ”



© C. O'Sighne

L'ÉMERGENCE DU **QUARTIER DE LA PAILLADE**

La grande affaire à Montpellier en cette année 1962 est l'acquisition par la Ville, pour 3 millions de nouveaux francs, des 225 hectares du domaine agricole de La Paillade afin d'en faire une Zone à Urbaniser en Priorité (ZUP). Et d'y créer 9 000 logements (pour y loger environ 30 000 personnes). À cette époque, l'exode rural et l'augmentation du nombre d'étudiants mènent Montpellier au bord de l'apoplexie démographique. L'arrivée des rapatriés accélère le projet. La SERM (société d'équipement de la région de Montpellier) est créée et un jeune architecte montpelliérain, Édouard Gallix, est retenu. Située à proximité de la Mosson, une partie des terrains est inconstructible, ce qui permet de conserver des espaces pour les activités de plein air. L'architecte conçoit d'« exalter le site », en accentuant le relief par des immeubles de plus en plus haut. Les travaux commencent dès 1964. Trois ans plus tard, les premiers appartements sont livrés. Ils sont modernes et fonctionnels. Plusieurs centaines sont réservés aux pieds-noirs qui occupent les bâtiments Mercure et Tritons, dont la dernière tour (d'Alembert) a été détruite en 2017.

L'arrivée des rapatriés, un boom démographique inédit

Géographe, professeur émérite de l'université Paul-Valéry et membre de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier, Jean-Paul Volle évoque l'arrivée des rapatriés à Montpellier.

Quel a été l'impact de l'arrivée des rapatriés à Montpellier ?

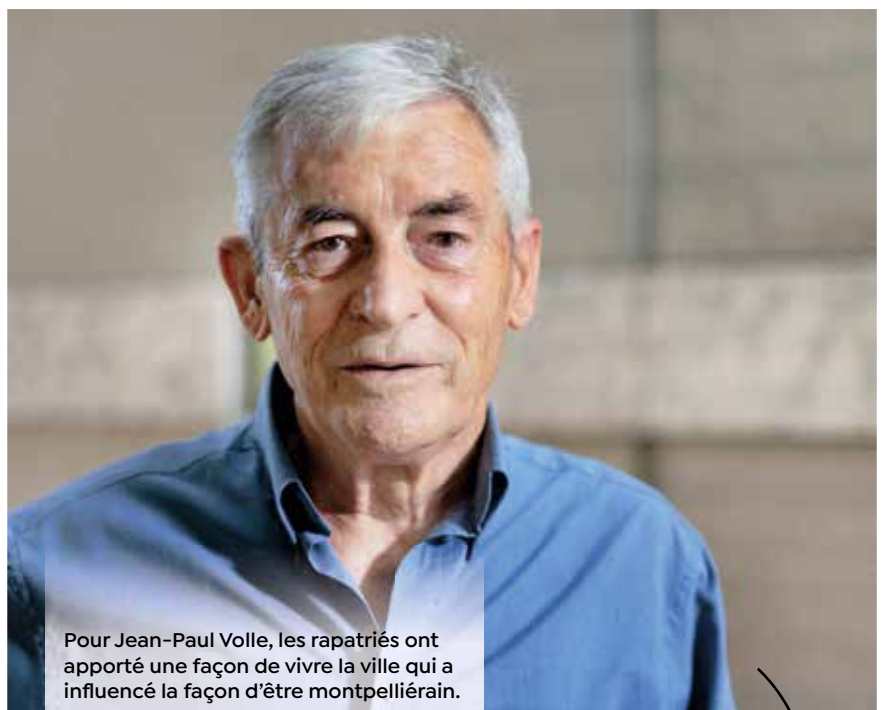
Un boom démographique sans précédent. Entre 1954 et 1975, Montpellier, petite ville universitaire de province, a doublé sa population gagnant quelque 100 000 habitants. La croissance la plus importante se situe entre 1962 et 1968, la ville progressant de 36 %. Pendant la même période, Nîmes et Toulouse gagnent respectivement 23 % et 15 % de leur population. Cette dynamique démographique soutient l'essor de Montpellier qui va affirmer son rôle de capitale régionale.

Comment s'est passé leur accueil ?

À leur arrivée, les rapatriés ont provoqué un véritable bouleversement. Ils devaient scolariser leurs enfants, se loger, trouver du travail. L'accompagnement s'est rapidement mis en place, mobilisant les services municipaux et ceux de l'État. Notamment pour répondre à la pénurie de logements et offrir des conditions décentes aux familles qui louaient des appartements souvent insalubres. Une politique ambitieuse, intense, rapide et conséquente est lancée pour produire des logements neufs.

Quelles conséquences en termes d'urbanisme ?

De nouveaux quartiers sont programmés dès 1963. Le temps de les concevoir, de disposer de terrains, de déposer les permis de construire... Il faut une bonne année pour que les logements neufs soient occupés. Le Mas Drevon, Lemasson, les cités Saint-Martin et Prés d'Arènes, la



“ Les rapatriés ont provoqué un véritable bouleversement. L'accompagnement s'est rapidement mis en place, mobilisant les services municipaux et de l'État ”

Pergola, le Petit Bard, la ZUP de la Paillade regroupent les néo-résidents. Ce sont de grands ensembles de 300 à 500 logements, 10 000 sont annoncés à La Paillade. Ce sont principalement des T3-T4 pour les besoins des familles avec enfants. Ils ont « poussé » sur des terrains agricoles situés à l'ouest de la ville. L'ouest devient alors terre de conquête. Parallèlement, il a fallu prévoir les équipements publics, notamment des écoles, et aussi les infrastructures routières.

Comment se mesure la dynamique de changement qu'ils ont impulsée ?

Ils étaient entreprenants, téméraires. Plus jeunes en moyenne que la population montpelliéraine, et surtout en âge de travailler. Ils ont injecté dans l'économie locale les aides publiques dont ils ont bénéficié, pour se nourrir, se meubler, se vêtir, se loger, entreprendre. Certains disposaient de petits capitaux leur permettant d'investir, de chercher une réussite d'implantation dans le commerce

(restauration, hôtellerie, habillement, alimentation...), ou dans l'agriculture, en reprenant souvent des exploitations en difficulté. Les serres de Maurin, à Lattes, sont un bel exemple de leur réussite. Les banques leur ont offert des soutiens logistiques indispensables. Mais la vision communautaire a notablement joué : « quand on est pied-noir, on n'est jamais seul. »

Qu'ont-ils apporté de leur culture, de leur identité ?

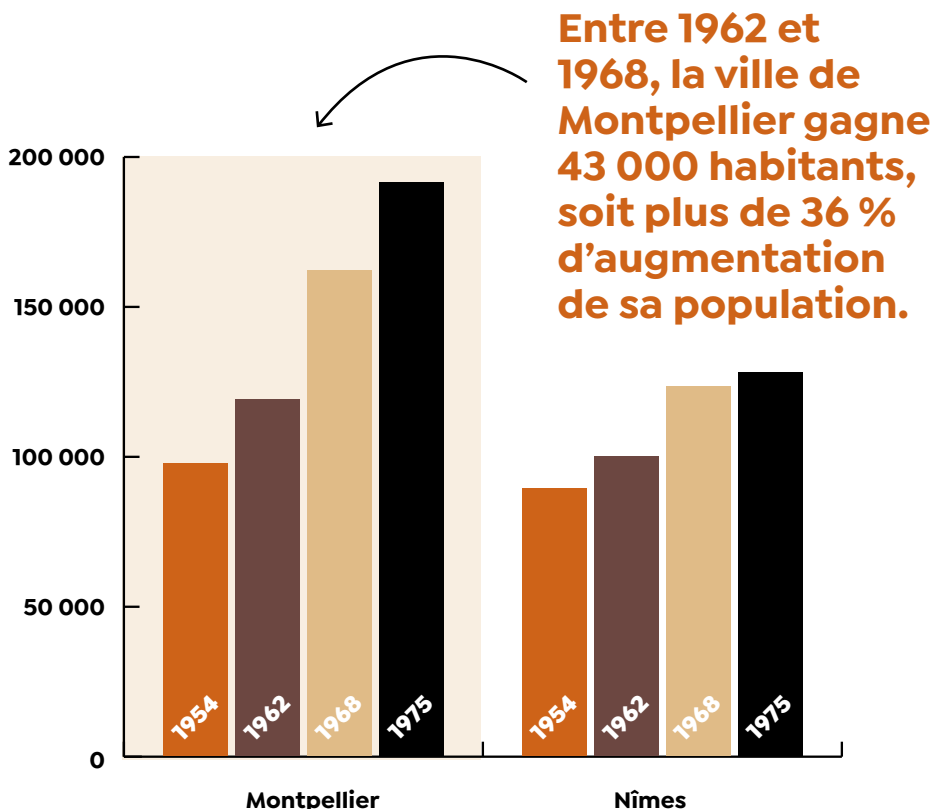
Une façon de vivre la ville. Un mode de vie qui va influencer la façon d'être de Montpellier et un certain art de vivre ensemble qui donne un caractère nouveau à la cité. C'est vrai notamment à travers la vie associative et l'école, où les rapatriés ont impulsé un enrichissement mutuel par contacts et par rencontres. Une rencontre de deux mondes qui ont noué des liens. Un processus d'intégration qui a contribué à l'assimilation.

Bulletin historique

Le n° 43 du bulletin historique de la Ville de Montpellier édité par les Archives municipales sera consacré en large partie à l'arrivée des rapatriés à Montpellier. Tarif : 8,50 €. En vente sur commande aux Archives municipales. Parution : dernier trimestre 2022.

Archives de l'INA

Les documents d'archives de l'INA sur l'arrivée des rapatriés à Montpellier, projetés lors de la conférence de Jean-Paul Volle, sont accessibles aux abonnés du réseau des médiathèques, aux horaires d'ouverture de la médiathèque Émile-Zola. mediatheques.montpellier3m.fr



Entre 1954 et 1975, la ville de Montpellier a doublé sa population, en gagnant environ 100 000 habitants. Un boom démographique qui n'apparaît pas au recensement de l'Insee de 1954 ni à celui de 1962, car il a été effectué en février, juste avant l'arrivée des rapatriés d'Algérie. L'afflux de la population montpelliéraine se confirme entre 1962 et 1968, avec une hausse de 36,2 % (+ 43 000 habitants), puis entre 1968 et 1975, de 18,2 % (+ 29 500 habitants). La ville n'était pas préparée à un afflux d'une telle ampleur. Pour les mêmes périodes, la population de Nîmes s'accroît de 23,5 % et de 3,7 %.

Source : recensements statistiques de l'Insee.

Croissance comparée de la population à Montpellier et Nîmes de 1954 à 1975

Georges Frêche (1938 – 2010)

Un maire engagé pour la cause des rapatriés

Élu maire de Montpellier en 1977, Georges Frêche n'aura eu de cesse, toute sa vie, de défendre au plan local et national la cause des rapatriés.

S'il revient à François Delmas, maire de Montpellier de 1959 à 1977, d'avoir eu à traiter l'accueil dans l'urgence et la dignité des populations rapatriées, c'est à son successeur, le socialiste Georges Frêche, élu député de l'Hérault en 1973, puis maire en 1977, qu'incomba la responsabilité d'offrir à toute une communauté les conditions indispensables pour commencer une nouvelle vie, et de garantir un soutien constant au combat mené pour leur indemnisation et la défense de leurs droits.

De « nouvelles racines » à Montpellier

L'ouverture, dès mars 1978, d'une première Maison des rapatriés, située au 36 rue Pitot, précède de quelques mois le premier « voyage du souvenir » soutenu par le bureau d'aide sociale de la Ville, qui permet à 62 Montpelliérains (ils seront 120 l'année suivante) de revoir leur pays d'origine et de fleurir les tombes de leurs disparus. Parallèlement, la municipalité poursuit sa politique d'équipement. La maison pour tous Albert-Camus, qui ouvre en 1981 dans le quartier Tastavin, puis la nouvelle Maison des rapatriés, construite à proximité et inaugurée en 1986, complètent un programme à vocation sociale, culturelle et sportive dans un quartier composé d'une forte population de Français d'Algérie. Georges Frêche et sa majorité municipale n'oublient pas pour autant la colonie française musulmane de la ville.

De nouveaux logements pour les familles harkies sont construits dans les quartiers de Fontcouverte et de La Rauze. En 1987, dix ans après son élection, Georges Frêche décide de placer toute l'année sous le signe du souvenir et de la réconciliation. Le 24 mai, 10 000 Montpelliérains se retrouvent ainsi à Grammont pour fêter les associations des Français rapatriés. Gilbert Roseau, emblématique adjoint au maire, délégué aux rapatriés, peut ainsi se réjouir : « *On a perdu la terre dans laquelle plongeaient nos racines mais on a replanté celles-ci à Montpellier.* »

Défenseur des droits et de la réconciliation nationale

Parallèlement à cet engagement local, Georges Frêche, en sa qualité de député, défend la cause des rapatriés à l'échelle nationale. Il intervient à l'Assemblée nationale pour défendre le projet de loi d'indemnisation et l'ajustement du régime des retraites, reçoit Raymond Courrière, le secrétaire d'État aux rapatriés à Montpellier, interpelle Pierre Mauroy, Premier ministre de François Mitterrand, en faveur d'une loi d'amnistie et de réconciliation nationale. Jacques Roseau, porte-parole du Recours⁽¹⁾, salue cette prise de parole en décembre 1988 et se félicite du soutien de la communauté à un maire « *fidèle défenseur de la cause des rapatriés* » qui aura réussi à faire de Montpellier « *l'une des villes les plus performantes de France* ».

(1) RECOURS : Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés



16 mars 1978 : Georges Frêche inaugure la première Maison des rapatriés, à Pitot. (Sur la droite, de face, Jacques Roseau, fondateur de l'association Le Recours).

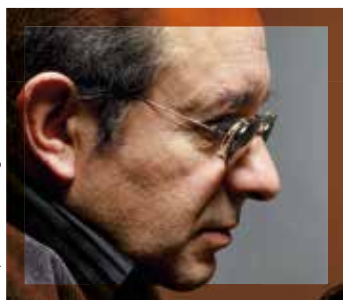
© Archives Municipales de Montpellier

Jacques Roseau

Né à Alger en 1938, fervent militant de la cause des rapatriés d'Algérie, avocat inlassable de la défense de leurs droits, de leurs indemnisations, de leur participation à la relance de l'économie, Jacques Roseau fonde le Recours en 1975 avec Guy Forzy. Engagé en faveur de l'intégration « légitime et nécessaire » des harkis dans la communauté nationale, il meurt assassiné à Montpellier le 5 mars 1993. Une plaque commémorative est inaugurée un an plus tard, place Cardinal Verdier, dans le quartier du Mas Drevon.

« Jacques Roseau était M. Pieds-noirs »

Auteur réputé de la chanson française et alter ego d'Alain Bashung, Jean Fauque est aujourd'hui citoyen héraultais. Il a aussi été compagnon de route de Jacques Roseau, l'ancien porte-parole du Recours France, assassiné à Montpellier en 1993. Il évoque une figure qui a laissé un grand vide.



© Stéphane de Bourgies

Jean Fauque,
compagnon de route
de Jacques Roseau.

Comment avez-vous rencontré Jacques Roseau ?

Nous sommes cousins éloignés et originaires de Novi (aujourd'hui Sidi Ghiles), mais, enfants, nous n'étions pas de la même génération. Nous nous sommes retrouvés par hasard lorsque mon frère aîné est arrivé à Paris, en 1967, pour monter comme lui une petite agence de publicité, et moi-même, pour faire de la musique. Il a été comme un grand frère. Il avait cette passion de l'Algérie et l'envie de bouger politiquement, car le dossier, dans les années 1970, était presque enterré. Il a fondé une association, l'Afra, vers 1973-74, et a remis sur le tapis la question de l'indemnisation. Jacques avait le contact facile. Il aimait faire des communiqués et réagissait sur beaucoup de choses. Il a été pris au sérieux par l'AFP et *Le Monde*, puis des interviews à la télévision ont suivi. Le problème n'a pas avancé sous Giscard mais des élus lui ont apporté leur soutien, comme Georges Frêche à Montpellier...

Vous avez aussi rédigé deux livres⁽¹⁾ ensemble.

Au début des années 1980, Jacques est en voyage vers le Sud et m'appelle depuis une aire d'autoroute. Il voulait écrire avec moi sur l'histoire de notre village, Novi, à travers l'Algérie française, d'après les notes de son père, professeur d'agronomie. J'étais à la fois flatté et apeuré. Cela s'est étalé sur des années car j'avais aussi autre chose à faire. Ce sont des chroniques romanesques où l'on passe en revue 130 ans avec les deux bouquins.

Quel souvenir gardez-vous de Jacques Roseau ?

Une tragédie terrible pour sa famille, ses amis et les rapatriés. Avec sa disparition, la parole publique des rapatriés s'est éteinte. Il était irremplaçable, c'était « M. Pieds-noirs ». Le plus terrible a été pour les harkis. Il allait annoncer, le lendemain de son assassinat, au congrès du Recours à Montpellier, que la nouvelle orientation allait être le combat pour la mémoire et la justice pour les harkis.

L'histoire des rapatriés va-t-elle se perdre après ce 60^e anniversaire ?

J'en ai un peu peur même s'il y a une 3^e et une 4^e génération qui font des choses. Avec cette mode du « wokisme » et de la racialisation à outrance, cela ne va pas aider à un débat serein. Déjà, à l'époque, on voulait réagir contre tous ces poncifs. On ne parle que de la guerre de conquête et de la guerre d'indépendance. Sur l'histoire de l'Algérie française, c'est dix ans en tout ! Pendant 110 à 120 ans, il y a trois communautés qui se sont côtoyées avec plus d'histoires d'amour et d'amitié que l'inverse.

Quel est votre avis sur un musée de la France et de l'Algérie à Montpellier et la demande du maire de Montpellier d'une reconnaissance nationale pour Jacques Roseau ?

J'ai un point de vue très positif mais il va falloir être très prudent avec les sensibilités. Il ne faut pas montrer seulement les moments malheureux de l'histoire de la France en Algérie. Mais aussi ceux de bonheur. La France colonisatrice, ce sont les hôpitaux, les routes, les infrastructures, la modernisation d'un pays qui était au Moyen-Âge. Tout est dans la manière de faire, c'est délicat. Une reconnaissance nationale pour Jacques Roseau serait formidable vu ce qu'il a fait pour les rapatriés. Sans lui, il n'y aurait jamais eu la seconde loi d'indemnisation.

(1) *Le 13^e convoi* (1987) et *Le 113^e été* (1991), chez Robert Laffont



© Midi Libre du 6 mars 1993 - Collection Médiathèque centrale Emile Zola

Les pieds-noirs ont façonné Montpellier

Avant 1962, Montpellier fait figure de « belle endormie ». Avec l'arrivée massive des Français d'Algérie (au moins 25 000), sa population augmente autant en quelques mois qu'en huit ans. Cet essor démographique s'accompagne d'un rajeunissement et d'une meilleure natalité. Bien d'autres changements trouvent leur origine dans cet afflux de population.



Carte postale de la Grand Rue (années 70).

© Archives Municipales de Montpellier

Gilbert Roseau, Michel Narejos, Vincent Amoros, Andrée Weill, Maurice Reboah, André Moutot, Jacques Martin, Christophe Morales, Jean-Louis Roumegas, Gabrielle Deloncle, Marlène Castre, Patricia Mirallès... Tous ces noms sont connus des Montpelliérains. Il s'agit de femmes et d'hommes issus de la communauté rapatriée ayant siégé au Conseil municipal de Montpellier. En effet, dès les années 60, les pieds-noirs s'impliquent dans la gestion des affaires publiques.

Montpellier terre d'accueil

Après une arrivée dans le dénuement et le chagrin, les populations rapatriées se fixent dans certains quartiers, comme Les Arceaux ou La Chamberte. Elles ont l'énergie d'entreprendre. Les villages « dortoirs » poussent autour de Montpellier. L'exemple de Castelnau-le-Lez, qui compte

en 1964 plus de 20 % de rapatriés, est le plus frappant. Combinée à l'exode rural et à l'augmentation du nombre d'étudiants, cette vague de nouveaux habitants déclenche une politique de grands travaux pour répondre à la pénurie de logements. De nombreux pieds-noirs se retroussent les manches sur ces chantiers de construction. Les quartiers du Mas Devron-Lemasson, du Petit Bard, de la Croix d'Argent et de La Paillade sortent progressivement de terre, et bouleversent le visage de la ville. Désormais, « *Montpellier ne regarde plus en direction de l'Écusson, mais vers la périphérie* », selon la formule du Pr Jean-Paul Volle.

La ville se transforme

Autre changement visible : les vieilles devantures en bois des magasins du centre-ville sont modernisées par les commerçants rapatriés qui

ont repris ou créé des boutiques. « *Montpellier s'est transformée sous l'impulsion indéniable des rapatriés. Déjà, avant leur arrivée, à 22h, tout était fermé ! Ils ont notamment amené la restauration rapide dans le centre-ville, où il n'existait alors que quelques restaurants classiques* », raconte André Moutot, conseiller municipal originaire de l'Oranie, entre 1983 et 1989. Avec eux, en plus de connaître une croissance accélérée, la ville s'emplit de nouveaux sons et des couleurs de la culture méditerranéenne. L'arrivée des rapatriés revitalise également le secteur agricole local, en crise depuis le gel de 1956. Bien que minoritaires, les agriculteurs rapatriés sont à l'origine de la modernisation du secteur en constituant des exploitations plus grandes et viables, grâce à la motorisation et à la sélection de cépages de meilleure qualité. À noter aussi, leur rôle dans l'introduction et le développement de la culture maraîchère et de la culture sous serres. Plus que jamais, comme le disait Gilbert Roseau, « *les pieds-noirs ont replanté leurs racines à Montpellier* ». Et la ville a grandi avec eux, grâce à eux.



Construction du quartier du Petit Bard.

© Archives municipales de Montpellier

Être ensemble, comme là-bas...

La Maison des rapatriés rassemble les associations d'Afrique du Nord. Une première en France. Voulu par Georges Frêche, ce lieu exprime, préserve et transmet la « culture des pieds-noirs ».



La « galette des rapatriés » rassemblait chaque année 2 000 personnes, comme ici en 2004.

© Alger Club

C'était le 22 décembre 1986. Le maire de Montpellier Georges Frêche inaugurait en grande pompe la Maison des Rapatriés d'Outre-mer (comme il la désignait à l'époque). L'édifice s'intégrait dans un ensemble d'équipements dont certains étaient réalisés (la Maison Pour Tous Albert-Camus) et d'autres déjà programmés (la halte-garderie et la crèche). Rondement mené, le chantier, ouvert au mois d'août, était terminé à temps. Un exploit qui valut à l'entreprise, qui sut ainsi respecter les délais, les félicitations du maire lors du discours inaugural ! Le bâtiment couvre 530 m² et comporte deux niveaux. Au rez-de-chaussée, une salle polyvalente de 300 m² ainsi que des locaux annexes dont une cafétéria aménagée à la demande des futurs utilisateurs. Au premier étage, un patio, une bibliothèque et des salles de réunion. Sa raison d'être est d'accueillir les diverses associations de rapatriés et de harkis qui représentent alors plusieurs milliers de personnes.

Un succès foudroyant

Leur arrivée à Montpellier, 25 ans plus tôt, a profondément modifié et contribué à l'expansion de la ville. Parvenu aux affaires en 1977, Georges Frêche envisage un lieu d'accueil pour les premières associations de rapatriés

qui commencent à essaimer. Ce sera chose faite en 1978, en réaménageant l'ancienne caserne des pompiers, rue Pitot. Mais les locaux se révèlent vite trop petits. Il est donc décidé de construire un nouveau bâtiment. L'endroit choisi pour son emplacement n'est pas dû au hasard. Le quartier Lemasson – Mas Drevon rassemble un grand nombre de « pieds-noirs », installés depuis les années 60.

14 associations

La Maison des rapatriés est une grande première en France et sera par la suite imitée à Aix-en-Provence, Marseille ou Cannes. Elle connaît un succès foudroyant. Pas moins de 14 associations investissent les lieux (dont Oranie 83, le Recours, le Mouvement des Français Musulmans Rapatriés ou l'Alger Club). Réunions, colloques et conférences y sont organisés. On se presse aux rendez-vous dansants qui feront la réputation du lieu et de ses bénévoles. Au fil du temps, la traditionnelle « galette des rapatriés », organisée chaque début d'année, est devenue un événement incontournable. À tel point que, devant l'affluence, la manifestation se tient désormais au parc des expositions. Aujourd'hui, 36 ans après son ouverture, la Maison des rapatriés va connaître un nouveau départ. Rafraîchie, remise à neuf, elle se prépare à accueillir des expositions afin de devenir un lieu de mémoire vivant et instructif.



Décembre 1986 - Georges Frêche inaugure la nouvelle Maison des rapatriés au Mas Drevon en présence du chanteur François Valéry.

© MNV N-94-Janvier-1987

Ces Français d'Algérie devenus élus à Montpellier

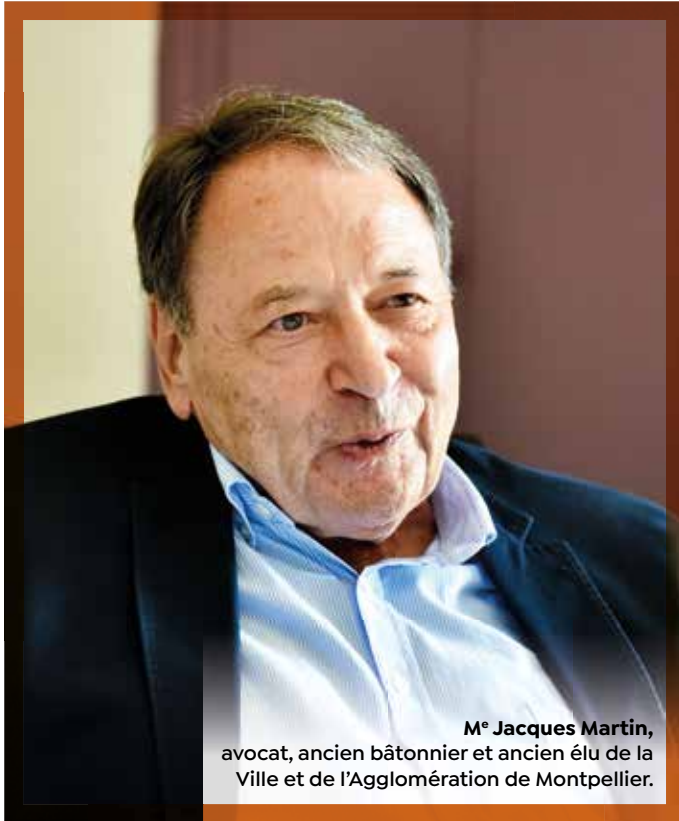
Dès le milieu des années 60, les pieds-noirs s'impliquent dans les affaires publiques. M^e Jacques Martin et Marlène Castre ont été conseillers municipaux. Patricia Mirallès, fille de rapatriés et députée de l'Hérault, est depuis peu secrétaire d'État aux Anciens combattants et à la Mémoire.

Patricia Mirallès : « Longtemps, je n'ai pas eu réellement conscience de mes origines »

« Mes parents sont arrivés d'Oran en 1964 et curieusement, mon père ne m'a jamais parlé de l'Algérie durant mon enfance. Il était Français et, selon lui, il avait seulement changé de département. Peut-être était-ce sa façon de me protéger d'une histoire trop lourde ? Je suis née à Montpellier et j'ai grandi au cœur de la cité « Limaçon », comme on l'appelait à l'époque. Dans ce quartier populaire et chaleureux, construit pour accueillir les rapatriés, j'ai vécu une enfance simple et heureuse. J'adorais le football et mes camarades sur le terrain Bernard-Giambrone s'appelaient Fadela, Olga ou Elisabeth. Les nationalités et les confessions religieuses des uns et des autres n'avaient aucune importance : nous cohabitons

tranquillement, dans une grande solidarité. Ce sont les gens qui n'étaient pas du quartier qui me renvoyaient à mon identité pied-noir. J'ignorais alors jusqu'au sens de ce mot. Je me souviens être rentrée un jour à la maison en pleurant pour demander à mes parents pourquoi on m'accusait d'avoir les « pieds sales ». Il m'a fallu attendre l'âge adulte pour à la fois me rendre compte qu'il me manquait un morceau de mon histoire et pour comprendre vraiment quelles étaient mes racines. Deux événements y ont particulièrement contribué. Le premier, lorsqu'à l'occasion du cinquantenaire du rapatriement des Français d'Algérie, une réunion œcuménique a rassemblé un imam, un prêtre, un rabbin et un pasteur qui ont prié ensemble. Ce fut un moment fort, l'illustration de ce qu'avait connu et vécu mes parents : une société tolérante où les habitants étaient respectueux les uns des autres. Le second, il y a trois ans, lors des cérémonies du 75^e anniversaire du débarquement en Provence, lorsque le président de la République Emmanuel Macron a rendu un hommage appuyé aux combattants d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest, j'ai appris de ma famille que mon propre grand-père avait combattu à Monte Cassino en Italie et avait participé en Provence à la libération de la France. Jamais je n'en avais entendu parlé auparavant ! Cette expérience a forgé ma conviction qu'il n'est pas envisageable que les jeunes d'aujourd'hui doivent eux aussi attendre cinquante ans pour connaître notre histoire commune. Dans la fonction toute nouvelle pour moi de secrétaire d'État, l'entretien de la mémoire et sa transmission aux générations futures sont à mes yeux aussi importants que le soutien aux anciens combattants. Donner aux jeunes l'envie et les moyens de connaître leur histoire, notre histoire, est un objectif impérieux pour créer des citoyens conscients et construire une société apaisée. »





M. Jacques Martin,
avocat, ancien bâtonnier et ancien élu de la
Ville et de l'Agglomération de Montpellier.

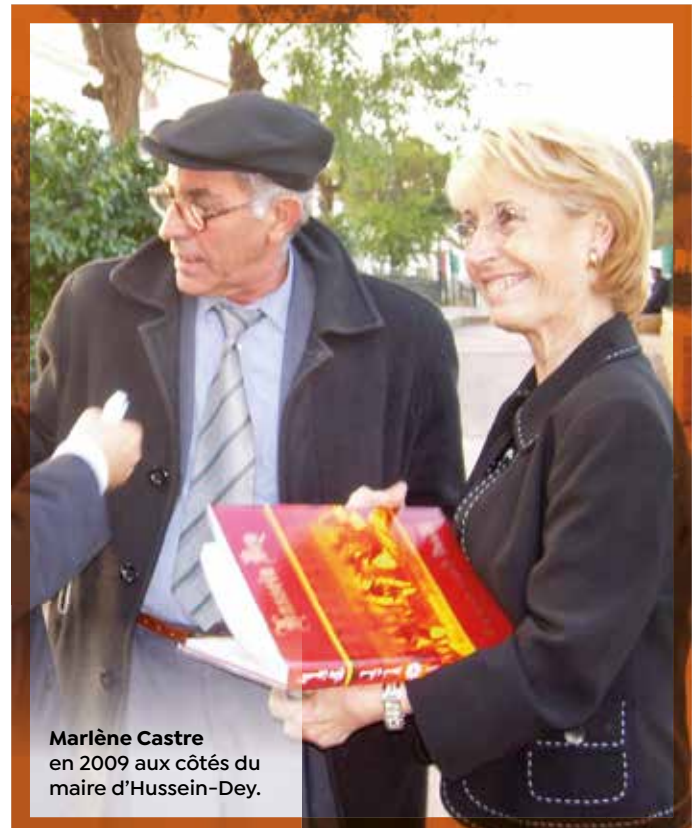
© F. Damerjiti

M. Jacques Martin : « L'accueil n'a pas été merveilleux »

« Je suis originaire de Vialar (aujourd'hui Tissemsilt) au pied des monts de l'Ouarsenis. Nous sommes partis du jour au lendemain, ce fut un grand choc... Notre premier point de chute a été Clermont-Ferrand, où mes grands-parents avaient une maison. Ce fut difficile. L'accueil n'a pas été merveilleux, loin de là. Nous ressentions une hostilité générale. Les gens voyaient en nous des privilégiés. Heureusement qu'il y avait le football, sinon j'aurais déprimé complètement. Mon installation à Montpellier date de 1965. L'ambiance y était plus chaleureuse et un nombre important de rapatriés vivaient déjà dans la région. Encore une fois, le football facilitera l'intégration, au lycée Joffre comme à la faculté de droit. Je garde un souvenir ému du quartier du Petit Bard. J'ai énormément d'estime et de respect pour M. Delmas, maire de l'époque, qui a fait beaucoup pour accueillir les rapatriés. M. Frêche nous a également considérablement aidés, il a notamment créé la Maison des rapatriés. J'ai été très déçu quand le projet de musée qu'il avait initié a été abandonné. Je suis heureux que ce projet semble relancé. »

Marlène Castre : « 47 ans après, le buffet de mon enfance était toujours là »

« En 2009, alors élue de Montpellier, j'ai accompagné la maire Hélène Mandroux en Algérie dans le cadre du jumelage avec Tlemcen. J'étais réticente pour y aller. Depuis mon départ en 1962, je n'étais jamais retournée dans mon pays natal. Pour moi, c'était du passé. Cela a été très émouvant et je ne le regrette pas finalement. J'ai fait un saut à Hussein-Dey, la ville où j'ai grandi, accompagnée par le maire de la ville. J'ai tout de suite reconnu mon immeuble qui a pourtant beaucoup changé. J'ai monté, en pleurs, les quatre étages qui conduisent à l'ancien appartement de mes parents. Quand la porte s'est ouverte, j'ai eu un choc. Nous avons laissé tous nos meubles en partant mais le buffet de mon enfance était toujours là, dans le couloir. En redescendant, j'ai croisé une vieille dame qui avait connu ma mère. Ce voyage a été riche en émotions. J'ai revu tous les lieux que je fréquentais jeune fille. Certains ont changé mais d'autres, comme la Grande Poste, sont restés identiques à mes souvenirs. La vie est étonnante. J'avais quitté ma ville, 47 ans plus tôt, en catimini. J'y revenais dans un cortège officiel ! »



Marlène Castre
en 2009 aux côtés du
maire d'Hussein-Dey.

© DR

Jean-Paul Montanari

« Mon monde était là »

Le directeur de Montpellier Danse est natif d'Alger. Adolescent au moment du départ, il se souvient d'une situation intenable sur place, mais aussi de la découverte du théâtre, puis de la danse, à Lyon. Un univers qu'il n'a jamais quitté.



© F. Damerdjij

« Le souvenir des derniers mois en Algérie est celui d'un chaos politique et militaire et d'une grande inquiétude. La plupart des cours n'étaient plus assurés au lycée de Boufarik, où j'habitais. Je me souviens de mon père écoutant la radio et me disant : ça y est c'est fini, il va falloir partir. Le mystère était cette étrange situation où l'on demandait à des Français de s'en aller de leur pays qui était la France, pour aller dans un autre pays qui était le leur et s'appelait la France, mais que nous ne connaissions pas. J'ai vécu le départ plutôt comme une curiosité et le début d'un voyage. Partir à l'aventure quand on a 14 ans, que l'on a beaucoup lu et que l'on a beaucoup d'imagination, ce n'était pas si mal finalement. Je n'ai que des souvenirs de rapports amicaux avec nos voisins algériens, pour la plupart musulmans.

21 juin 1962 : on prend l'avion pour la première fois et on est déversés en vrac dans l'aéroport de Marseille. Ma sœur aînée et son mari travaillaient dans une usine d'armement à Boufarik

et ils avaient été mutés à Mérignac. Donc, à notre arrivée en métropole, nous prenons le train pour Bordeaux. Mes parents étaient persuadés qu'ils retourneraient en Algérie après l'été. Mais ils ont vite compris qu'une vie française y était devenue impossible. Un jour, sur la promesse d'un emploi de comptable, le métier de mon père, mes parents partent à Lyon. Nous sommes d'abord hébergés par des cousins et j'entre au lycée Ampère. J'ai été plutôt bien accueilli. Le problème était plutôt à la maison. La douleur de mes parents, l'éloignement des amis et de la famille, le froid, les conditions financières... Mais, plus le temps passait, plus j'étais aux anges. Très vite le monde du théâtre m'aspire. La première fois où j'entre dans un théâtre, c'est celui de la Cité, devenu le TNP. Je découvre *Bérénice* avec Francine Bergé et Sami Frey. Je n'en suis jamais sorti, mon monde était là. Plus tard, je rentre au centre dramatique de Lyon, où Robert Gironès me confie

les relations publiques. Au bout d'un moment, je lui dis qu'il y a des gens extraordinaires. Ils ne parlent pas, ils ne font pas du théâtre : ce sont des danseurs. Ils font des trucs avec leur corps, c'est très mystérieux. La danse contemporaine venait d'apparaître et je fais un petit abonnement avec quatre jeunes chorégraphes, dont un qui s'appelait Dominique Bagouet... Tout est parti de là.

L'Algérie est revenue à moi en 1992. Avec Montpellier Danse, nous accueillions trois immenses artistes du monde judéo-arabe : Lili Boniche, Line Monty et Reinette l'Oranaise. Ils chantent séparément puis ensemble pour ouvrir le festival. Marlène Partouche de la Brasserie du théâtre avait fait un couscous pour 300 personnes, servi dans le foyer de l'Opéra. J'avais invité les responsables du consistoire juif et ceux de la mosquée de La Paillade. Presque les accords d'Oslo à moi tout seul ! Georges Frêche n'en revenait pas... »



© Montpellier Notre Ville - juillet - août 1992



24 juin 1992 - Inauguration du 12^e festival international Montpellier Danse, en présence de trois figures majeures de la culture méditerranéenne : les chanteuses Reinette L'Oranaise et Line Monty et le musicien algérien Lili Boniche.



Jean-Paul Simo : « Une histoire d'exilé qui forge le caractère »

« Ma famille est originaire d'Oran. À notre arrivée à Marseille, la Croix-Rouge nous a pris en charge puis dirigés vers La Grand-Combe. Nous avons rapidement choisi Montpellier pour repartir de zéro. Pour son climat, la mer, son côté ville universitaire et l'accueil y était meilleur pour les rapatriés. Je suis resté très attaché à la ville, même si je vis à Castelnau-le-Lez. J'aime beaucoup les vieux quartiers historiques, que j'arpentais pendant ma jeunesse : les Arceaux où j'habitais, le Peyrou, le Jardin des plantes, le Champ de Manœuvres, la rue de la Loge... sans oublier le petit train pour aller à la plage à Palavas-les-Flots. Aussi bien et aussi beau qu'à Oran ! Je n'ai jamais été brillant à l'école mais j'étais pugnace. Avec mes diplômes en droit et en économie, j'ai développé mon réseau. Je n'ai pas trop mal réussi. J'ai été directeur de la CCI et du port de Sète pendant plus de 30 ans. À la retraite, je me suis lancé dans le conseil stratégique aux entreprises. Je m'occupe notamment de la stérilisation de blocs opératoires en Afrique francophone. Je suis amoureux de ce continent qui représente le futur. J'ai besoin de rester actif. Je n'avance pas forcément vite, mais je vais toujours de l'avant. Un peu comme une tortue. Je suis peut-être comme ça grâce ou à cause de mon histoire d'exilé qui m'a endurci et donné la volonté de réussir. »

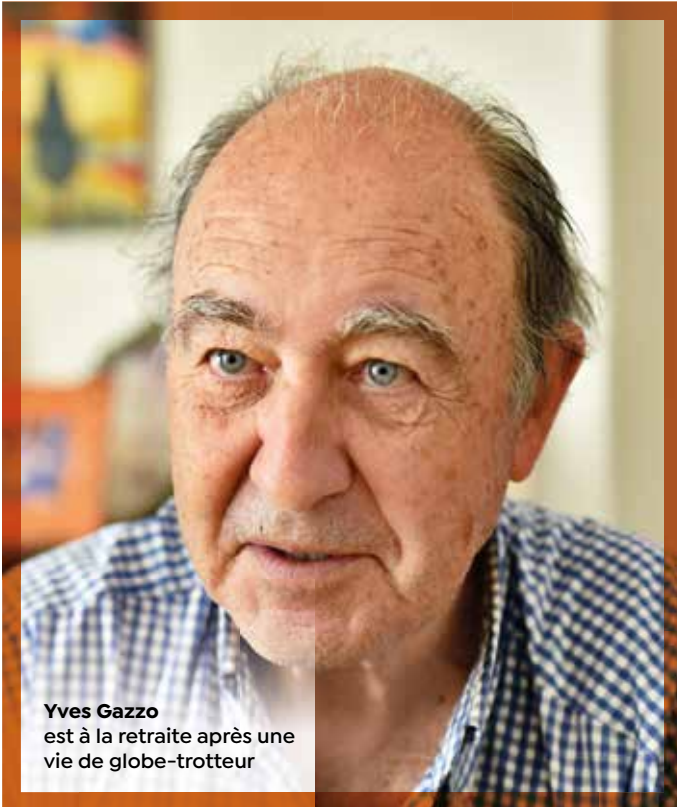
« Le devoir de mémoire n'est pas terminé. La récente loi d'indemnisation ne remplit pas cet objectif »

« L'accueil était meilleur qu'ailleurs à Montpellier pour les rapatriés »

Fadelha Benammar Koly : « Harkis, regarder et accepter cette complexité »

« Être ancien harki est une identité difficile à porter car méconnue et mal racontée : elle repose sur l'abandon massif de la France, sur l'accueil indigne et le silence. Les raccourcis ici et là voudraient que ces Algériens aient choisi leur camp de leur propre gré. Il suffit de rappeler le contexte pour savoir que les choses n'ont pas été si simples. Certains ont fait un choix idéologique, mais nombreux sont ceux qui voulaient avant tout mettre leur famille à l'abri de la misère et de la violence. D'autres ont été combattants de l'Armée de Libération Nationale (ALN) avant d'être capturés et retournés. Il faut regarder et accepter cette complexité, au lieu d'être tout le temps dans le jugement manichéen. On en vient aujourd'hui à avoir régulièrement des sorties verbales, dans la bouche de rappeurs ou d'hommes politiques, où les harkis sont stigmatisés comme "traîtres" : c'est inacceptable. Le devoir de mémoire n'est pas terminé. La récente loi d'indemnisation a le mérite d'exister mais reste incomplète : elle divise encore une fois cette communauté en faisant une hiérarchie des douleurs car elle indemnise uniquement les personnes passées dans les camps. L'objectif mémoriel annoncé dans la loi est flou. Pourtant le temps presse, les derniers harkis sont âgés. Il y a urgence à collecter leur témoignage. »





Yves Gazzo
est à la retraite après une
vie de globe-trotteur

© F. Damerjij

Yves Gazzo : « J'ai un attachement certain pour Montpellier »

« Je suis natif d'Oran. L'Algérie... une histoire tellement complexe, tragique et sensible que, pendant longtemps, je n'avais pas envie d'en parler. Même si mes enfants étaient demandeurs. Même si j'y suis retourné plusieurs fois et que l'on m'a très bien accueilli. Je ne renie pas ma part "d'algérianité", mais je n'ai pas vécu dans la nostalgie, plutôt dans un mouvement perpétuel. Je crois que je suis un peu comme un nénuphar : avec des racines flottantes. Montpellier, où vivaient déjà ma tante et mes cousins avant 1962, a été mon point d'ancrage dans la grisaille du retour. J'ai un attachement certain pour cette ville. J'y reviens toujours, bien qu'ayant eu une vie de globe-trotteur : coopérant au Tchad, au Niger, en Libye... fonctionnaire de la Banque mondiale à Washington, représentant de la Commission européenne au Mali, au Moyen-Orient, en Afrique de l'Est, aux Philippines, à Rome... Et puis, enfin, le retour à Montpellier pour profiter de la retraite. »

“ J’ignorais, ou je ne voulais pas voir, que les conditions de vie des Algériens étaient alors très difficiles ”

Michèle Lavictoire :
« La rupture a été brutale »

« Je suis née à Oran, dans le quartier d'Eckmühl. Évoquer mes souvenirs d'Algérie est toujours un moment difficile. La rupture a été brutale et l'Algérie me manquait beaucoup. Au début, je déprimais. Alors, j'ai préféré mettre tout cela de côté, éviter ce qui y faisait référence. Je n'en ai pas parlé à mes enfants... Récemment, mon petit-fils est venu me voir avec un questionnaire pour un devoir scolaire. Je lui ai répondu. Soixante ans après, c'était peut-être le bon moment d'en parler. En mars dernier, je me suis forcée à regarder des documentaires diffusés sur les chaînes publiques. D'habitude, je détourne le regard. Cela a été émouvant et douloureux. Mais j'ai aussi compris certaines choses qui ont un peu apaisé mes rancœurs. J'ignorais, ou je ne voulais pas voir, que les conditions de vie des Algériens étaient alors très difficiles. J'avais 18 ans en 1962. J'ai fait l'école d'infirmière en région parisienne mais je voulais rejoindre ma famille qui s'était installée à Montpellier. J'ai racheté mon contrat et je suis descendue. Je travaillais à l'hôpital Saint-Éloi. Nous vivions dans le quartier du Petit Bard, où mon beau-frère boulanger, prévoyant, avait pu réserver un local commercial et un logement. Nous avons même retrouvé notre médecin de famille oranais, Jean Rosecchi ! Nous avons été plutôt bien accueillis. Les gens étaient contents d'avoir une boulangerie. À l'hôpital, tout s'est bien passé avec mes collègues. Je me souviens aussi des préfabriqués installés pour les écoliers rapatriés. »

Michèle Lavictoire, retraitée de la fonction publique hospitalière, réside aujourd'hui dans le quartier Antigone à Montpellier.

“ L’Algérie est une histoire tellement complexe, tragique et sensible que, pendant longtemps, je n’avais pas envie d’en parler ”



Guy Oliver,
assureur à la retraite

© F. Damerdjij

“ Moi, je voulais rester... Je n'étais jamais venu en métropole auparavant ! ”

Guy Oliver : « Janvier 1963, la neige sur le sable à Palavas »

Membre de l'association La Sepia, **Guy Oliver** est aussi impliqué au sein du CDHA, le Centre de Documentation Historique sur l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, installé à Aix-en-Provence.

« Comme mon père et mon grand-père, je suis né à Fort-de-l'Eau, un village de la baie d'Alger. Mon épouse et moi sommes partis fin août 1962. Moi, je voulais rester... Je n'étais jamais venu en métropole auparavant ! En arrivant, j'ai été choqué par les slogans contre les pieds-noirs et les procédures d'enregistrement pour les rapatriés. Ma carte d'identité française ne suffisait pas pour entrer en métropole. Nous sommes d'abord allés en région parisienne car mon beau-frère pouvait nous héberger. Je me suis présenté au siège de ma compagnie d'assurances et, en insistant, j'ai pu voir un responsable. On m'a proposé Rodez, je ne savais pas où c'était... Grenoble, trop froid et gris pour moi... alors j'ai demandé un mandat d'agent général d'assurances pour travailler en indépendant à Montpellier. Pourquoi cette ville ? Je me suis souvenu d'une conversation de mon père avec un représentant de Motobécane en Algérie. Celui-ci avait passé ses vacances dans la région et en avait parlé comme d'une jolie petite ville, proche de la mer, avec une université. À quoi ça tient la vie...

Nous avons récupéré la 4CV arrivée d'Algérie au port du Havre, et nous avons fait le trajet Le Havre / Lunel dans la journée... Puis, arrivés place de l'Œuf, je demande aux taxis où est le centre-ville, on me répond : "Vé, tu y es, petit !" Finalement, on a trouvé un petit studio à Palavas. Puis on s'est assis dans le sable et on a pleuré tout ce qu'on a pu en regardant la mer. En janvier 1963, nous avons connu pour la première fois la neige. Et, en plus, de la neige sur le sable ! Cela m'a donné l'impression d'être sur une autre planète. Nous étions déboussolés. L'accueil était généralement hostile, mais j'ai fait des rencontres qui m'ont permis de m'en sortir. Je me souviens aussi de l'attitude compatissante du maire, François Delmas, qui avait annulé les festivités du 14 juillet 1962. La municipalité nous a soutenus. À l'époque, Montpellier c'était moins de 100 000 habitants, beaucoup moins que Nîmes. Mais les rapatriés y ont trouvé un bon endroit pour rebondir, et l'essor économique de la ville date de cette époque. »

Afin de mieux gérer le flux des rapatriés, l'État avait mis en place un enregistrement administratif de ces derniers à leur arrivée en métropole. Ici, la fiche d'identification de Guy Oliver, arrivé d'Alger en septembre 1962.

FICHE D'IDENTIFICATION
1 - Nom et Prénoms : OLIVER
2 - Adresse au domicile : 11, rue de la République, Lunel
3 - Adresse professionnelle : 4, rue de la République, Lunel
4 - Adresse de naissance : 11, rue de la République, Lunel
5 - Date de naissance : 01/09/1912
6 - Lieu de naissance : ALGER
7 - Nationalité : Algérien
8 - Date d'arrivée en France : 01/09/62
9 - Date de déclaration : 01/09/62
10 - Date de validité : 01/09/62
11 - Date de renouvellement : 01/09/62
12 - Date de péremption : 01/09/62
13 - Date de radiation : 01/09/62
14 - Date de réintégration : 01/09/62
15 - Date de réadmission : 01/09/62
16 - Date de réintégration : 01/09/62
17 - Date de réadmission : 01/09/62
18 - Date de réintégration : 01/09/62
19 - Date de réadmission : 01/09/62
20 - Date de réintégration : 01/09/62
21 - Date de réadmission : 01/09/62
22 - Date de réintégration : 01/09/62
23 - Date de réadmission : 01/09/62
24 - Date de réintégration : 01/09/62
25 - Date de réadmission : 01/09/62
26 - Date de réintégration : 01/09/62
27 - Date de réadmission : 01/09/62
28 - Date de réintégration : 01/09/62
29 - Date de réadmission : 01/09/62
30 - Date de réintégration : 01/09/62
31 - Date de réadmission : 01/09/62
32 - Date de réintégration : 01/09/62
33 - Date de réadmission : 01/09/62
34 - Date de réintégration : 01/09/62
35 - Date de réadmission : 01/09/62
36 - Date de réintégration : 01/09/62
37 - Date de réadmission : 01/09/62
38 - Date de réintégration : 01/09/62
39 - Date de réadmission : 01/09/62
40 - Date de réintégration : 01/09/62
41 - Date de réadmission : 01/09/62
42 - Date de réintégration : 01/09/62
43 - Date de réadmission : 01/09/62
44 - Date de réintégration : 01/09/62
45 - Date de réadmission : 01/09/62
46 - Date de réintégration : 01/09/62
47 - Date de réadmission : 01/09/62
48 - Date de réintégration : 01/09/62
49 - Date de réadmission : 01/09/62
50 - Date de réintégration : 01/09/62
51 - Date de réadmission : 01/09/62
52 - Date de réintégration : 01/09/62
53 - Date de réadmission : 01/09/62
54 - Date de réintégration : 01/09/62
55 - Date de réadmission : 01/09/62
56 - Date de réintégration : 01/09/62
57 - Date de réadmission : 01/09/62
58 - Date de réintégration : 01/09/62
59 - Date de réadmission : 01/09/62
60 - Date de réintégration : 01/09/62
61 - Date de réadmission : 01/09/62
62 - Date de réintégration : 01/09/62
63 - Date de réadmission : 01/09/62
64 - Date de réintégration : 01/09/62
65 - Date de réadmission : 01/09/62
66 - Date de réintégration : 01/09/62
67 - Date de réadmission : 01/09/62
68 - Date de réintégration : 01/09/62
69 - Date de réadmission : 01/09/62
70 - Date de réintégration : 01/09/62
71 - Date de réadmission : 01/09/62
72 - Date de réintégration : 01/09/62
73 - Date de réadmission : 01/09/62
74 - Date de réintégration : 01/09/62
75 - Date de réadmission : 01/09/62
76 - Date de réintégration : 01/09/62
77 - Date de réadmission : 01/09/62
78 - Date de réintégration : 01/09/62
79 - Date de réadmission : 01/09/62
80 - Date de réintégration : 01/09/62
81 - Date de réadmission : 01/09/62
82 - Date de réintégration : 01/09/62
83 - Date de réadmission : 01/09/62
84 - Date de réintégration : 01/09/62
85 - Date de réadmission : 01/09/62
86 - Date de réintégration : 01/09/62
87 - Date de réadmission : 01/09/62
88 - Date de réintégration : 01/09/62
89 - Date de réadmission : 01/09/62
90 - Date de réintégration : 01/09/62
91 - Date de réadmission : 01/09/62
92 - Date de réintégration : 01/09/62
93 - Date de réadmission : 01/09/62
94 - Date de réintégration : 01/09/62
95 - Date de réadmission : 01/09/62
96 - Date de réintégration : 01/09/62
97 - Date de réadmission : 01/09/62
98 - Date de réintégration : 01/09/62
99 - Date de réadmission : 01/09/62
100 - Date de réintégration : 01/09/62

« Dans ma génération, tout le monde a fait l'Algérie »

Jean-Pierre Gouvernet est vice-président départemental et président du comité du grand Montpellier de la FNACA ⁽¹⁾. Sans détour, il revient sur « sa » guerre d'Algérie, marquée par 24 mois de service à l'âge de 20 ans. Il vit à Montpellier depuis 1969.



© M. Revol

“ À 20 ans, on a une vision de la vie qui n'a rien à voir avec la réalité de la guerre. En tant que conscrit, on ne pense pas au drapeau, à la grandeur de la Nation, aux médailles... ”

« J'ai fait 24 mois de service dans les fusiliers marins entre 61 et 63. Après le cessez-le-feu, j'étais affecté à la base de Mers El Kébir. Mais j'ai passé la majeure partie de mon service militaire sur la frontière marocaine, sur la portion Port Say/Oujda. Notre activité consistait à occuper la Zone Interdite la journée et à effectuer des patrouilles à pied ou motorisées, et des embuscades, la nuit... On patrouillait le long d'une frontière composée de "trapézos" de barbelés minés ainsi que d'un réseau électrifié. Cela permettait de repérer l'endroit de la tentative de franchissement en fonction des baisses de tension. Dans ma génération, un grand nombre d'entre nous a fait l'Algérie, mais personne ne l'a faite dans les mêmes conditions : cela dépendait de son affectation. À 20 ans, on a une vision de la vie qui n'a rien à voir avec la réalité de la guerre. En tant que conscrit, on ne pense pas au drapeau, à la grandeur de la Nation, aux médailles... On est là, confronté à des situations traumatisantes... On se bat pour le camarade qui est à côté. Il faut être très concentré, très présent dans le moment. On n'a pas le temps de réfléchir, d'analyser. On se fait tirer dessus, on riposte ! On agit dans le feu de l'action, par réflexe... En tant que conducteur de Half-track, je me suis fait tirer dessus au bazooka. Cette nuit-là, la chance a été avec nous car on nous a manqués... J'ai participé à des embuscades. Là aussi, on vit la chose presque malgré soi : il faut réagir, survivre et c'est tout. Il n'y a pas de

héros comme dans les films... Certains le devenaient malgré eux, mais personne ne se vantait... Nous n'étions pas des guerriers mais des jeunes de 20 ans à qui on a donné un fusil et qui voulaient juste vivre pour pouvoir rentrer chez eux. Dans les lettres que j'envoyais à mes parents, je ne racontais pas mon quotidien de baroudeur, je parlais plutôt de notre camaraderie, des paysages. Évidemment, ils étaient très heureux quand je suis revenu vivant. Mais je ne parlais pas ou peu de l'Algérie. Je n'en avais pas envie. Ils ont respecté mon silence. C'est très difficile à raconter "hors contexte", à quelqu'un qui n'a pas vécu la même situation. En plus, l'Algérie, c'est une défaite... Enfin, sur le terrain, on a indiscutablement "gagné". En 62, il restait très peu de fells sur le territoire, ils étaient surtout aux frontières. Ce n'était peut-être pas la peine de faire 8 ans de guerre, avec tous les morts que ça implique, pour en arriver là... Et ne parlons pas du traitement inadmissible réservé aux harkis... Je suis fier que la Marine ait rapatrié sa seule harka. Ensuite, c'est malheureux et regrettable, mais il a fallu se mobiliser, via la FNACA, pour obtenir le statut d'ancien combattant et qu'enfin on parle de "guerre d'Algérie", avec la loi du 18 octobre 1999. Pendant des années, c'est la FNACA qui organisait seule les cérémonies du 19 mars ! »

« La ville a changé sous l'impulsion des rapatriés »

Retraité de la fonction publique, André Moutot a eu plusieurs casquettes. Ancien directeur adjoint de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM), conseiller prud'homal, mais aussi magistrat au TGI de Montpellier et délégué syndical, il a été compagnon de route de Georges Frêche le temps d'un mandat de conseiller municipal entre 1983 et 1989.

« Je suis né à Tlemcen et j'ai grandi à Oran. Je suis juif d'Algérie mais je ne me considère pas comme pied-noir. Mes parents étaient fonctionnaires. Leur reclassement en métropole en fut simplifié, mais la question du logement resta particulièrement difficile. Je me souviens notamment du terrible hiver 1962-63. Un tel froid, nous ne pensions pas que cela pouvait exister ! Pour ma part, je suis parti dès septembre 1961 à Aix-en-Provence, avec ma grand-mère. Je ne me sentais pas bien en Algérie : le fossé social et communautaire, le couvre-feu, le stress, la violence, la mort... L'atmosphère était très pesante à cause de la guerre. Au moment du plan de Constantine en 1959, on s'était posé la question d'acheter un appartement. Mais mon oncle nous a appelés de France à minuit pour nous en dissuader. Pour lui, l'Algérie « *c'était foutu* ». Nous pensions donc que l'indépendance était inéluctable et nous savions que nous ne pourrions pas rester. Mes parents sont rentrés en juin 1962. Je n'ai pas connu de problème d'adaptation.

“ Je ne me sentais pas bien en Algérie : le fossé social et communautaire, le couvre-feu, le stress, la violence, la mort... L'atmosphère était très pesante à cause de la guerre ”



© C. Marson

Nous étions juifs non pratiquants, de culture et de citoyenneté française. Nous avions de la famille en France et nous y passions souvent nos vacances. Je me suis intégré complètement via le militantisme syndical. J'ai d'ailleurs eu plus de soucis avec des rapatriés qui m'accusaient de trahir la cause qu'avec les métropolitains. Par contre, ce que je trouve scandaleux, c'est l'impréparation totale et coupable des politiques de l'époque, qui n'avaient rien prévu pour accueillir les rapatriés alors que ce départ massif était prévisible ! Je ne me suis installé à Montpellier que plus tard dans les années 1960, mais j'ai assisté à sa transformation extraordinaire sous l'impulsion indéniable des rapatriés. Cette belle endormie de province a totalement changé économiquement, socialement et politiquement. L'accueil du maire Delmas fut meilleur qu'ailleurs, mais n'oublions pas qu'il les a installés à La Paillade, à 7 kilomètres du centre-ville ! Georges Frêche, son successeur, a lui aussi beaucoup aidé les rapatriés. »

Trois générations de femmes se racontent

Il y a Fatima, la grand-mère, Djemila, la mère, Fatna, la tante, et Farida, la petite-fille. Toutes les quatre ont accepté de raconter le parcours difficile de leur famille. Des regards complémentaires, mais avec une même émotion.



Djemila et sa fille Farida.

© M. Revol

Pendant longtemps, on n'évoquait pas, dans le cercle familial, l'exil douloureux et les conditions de vie misérables à l'arrivée. Mais le temps de raconter semble venu. « *Il y a encore de l'amertume car nous n'avons pas eu de reconnaissance. Au camp du Larzac, on a même demandé à mes parents s'ils voulaient être français ! Et, ensuite, les plus revendicatifs contre nos conditions de vie, on les enfermait en psychiatrie !* » s'indigne Djemila, née en France début 1963. Transférée de camps en camps, puis de hameaux de forestage en bidonvilles, sa famille a dû patienter de nombreuses années avant de vivre dans un logement décent. « *Comme les trois petits cochons : un coup une maison de paille, un coup une maison de bois et de tôles, puis une maison de mauvaises briques...* », insiste Fatna, sa grande sœur. « *Nous avions très froid l'hiver, très chaud l'été. On avait faim* », ajoute Fatima Naceri, la mère de Djemila, âgée de 84 ans et habitante du quartier de la Rauze. Au camp du Pont-Juvénal à Montpellier, le Lez débordait et inondait parfois les cabanes de tôles. Les incendies étaient fréquents. « *Même une fois installés de manière un peu moins précaire dans le quartier de La Grappe (NDLR : sur le site de l'actuel hôtel de Ville), il a fallu encore déménager sous la pression des*

promoteurs immobiliers », dénonce Fatna. Un nouveau déracinement. « *Certains, comme l'ancien maire François Delmas, et Jacques Roseau, le porte-parole du Recours-France, ont soutenu les familles harkies* », précise Djemila.

Pour que leur histoire ne tombe pas dans l'oubli, Farida Ghaouti, représentante de la troisième génération, a fondé une association, À nos mémoires harkis.

« *Je n'ai aucune honte. Je souhaite raconter notre histoire. Je veux simplement lutter contre le manque de reconnaissance dont ont souffert nos parents et grands-parents. Ils n'avaient pas les moyens de se faire entendre. Je veux le faire avant que les anciens soient tous partis* », explique la dynamique jeune femme.



© Archives municipales de Montpellier



Les baraquements des harkis à Portaly

À leur arrivée en métropole, les familles harkies ont été déplacées de camps en camps et ont vécu dans des logements très précaires. Après la Lozère et la Drôme, ce sont des baraquements provisoires (comme ici du côté de Portaly), mais aussi vers Fontcouverte ou La Rauze, qui ont accompagné leur installation à Montpellier. À partir de 1976, une trentaine de familles de musulmans et soldats de la France pendant la guerre d'Algérie trouva refuge à La Grappe, une cité de transit aménagée au bord du Lez et loin de la ville à l'époque.

Les pionniers du zoo

À partir de 1963, une cinquantaine de membres de la communauté harkie a travaillé à l'aménagement du parc animalier de Lunaret. Si la deuxième génération est toujours présente sur place, quelques anciens sont encore là pour évoquer les premiers temps.



Le premier animal du zoo était un zèbre appelé François, en hommage à l'ancien maire

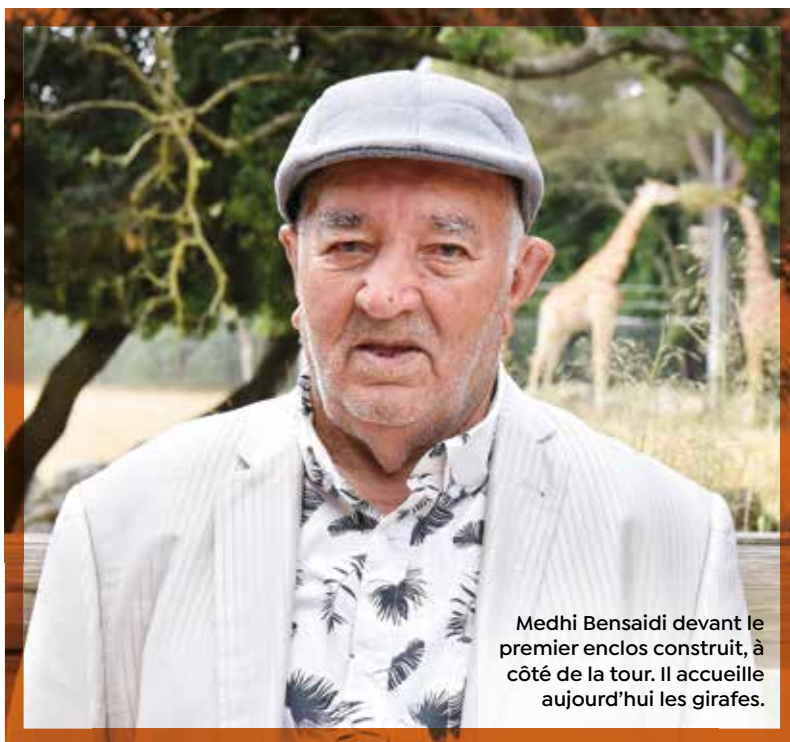


Medhi Bensaidi

En mars 2011, Hélène Mandroux et le conseil municipal de Montpellier ont rendu hommage aux anciens combattants harkis de l'armée française qui ont travaillé à l'aménagement et au développement du parc zoologique de Lunaret. Ce jour-là, ils étaient une douzaine à recevoir (eux-mêmes ou pour leur père) la médaille de la Ville de Montpellier. Une plaque était dévoilée en leur honneur. Seulement quatre de ces pionniers sont encore en vie aujourd'hui⁽¹⁾. Medhi Bensaidi, 90 ans, est l'un d'eux. Il se souvient des premiers temps. « Certains arrivaient du camp du Larzac ou, comme moi, de Beaurières dans la Drôme. La Ville avait besoin de main-d'œuvre. Beaucoup de travail était à faire. Ici, en 1963, il n'y avait qu'un portail. Derrière, c'était la garrigue. On a travaillé dur. Pendant deux ans, on a coupé des arbres, ouvert des chemins, creusé des fossés et construit des enclos. » Sans matériel moderne.

Carrefour Moussa

Nedromi, Braïk, Ameur ou encore Mekchiches et Bensaidi, sur deux générations, figurent parmi les noms de familles harkies qui font partie de l'histoire du lieu. Si dans le parc, non loin du mazet, il y a un « carrefour Moussa », il évoque le souvenir de Moussa Benamar qui logeait à côté et était gardien de nuit. « Il y avait une bonne ambiance entre nous », assure Medhi Bensaidi. Même avec M. Gallet, le directeur, on s'entendait bien. » À ses souvenirs, (« il n'y avait pas d'eau. J'allais remplir des jerrycans



Medhi Bensaidi devant le premier enclos construit, à côté de la tour. Il accueille aujourd'hui les girafes.

© F. Damerjii

à Mobylette pour faire boire les animaux », il ajoute une anecdote amusante : « le premier animal arrivé au zoo était un zèbre. On l'avait ramené en train de Vincennes. Il a été appelé François en hommage à l'ancien maire, François Delmas. »

(1) Medhi Bensaidi, Mohamed Mekchiches, Mohamed Braïk et Rabah Negabi.



Un peu d'histoire

En 1963, la Ville récupère le domaine de Lavalette cédé par un bail à l'école nationale d'agriculture.

Le professeur François Doumenge, premier adjoint au maire et géographe, est chargé de créer un parc avec enclos avec des animaux en semi-liberté. Le chantier d'aménagement des 80 hectares est confié à une cinquantaine de harkis.

Le parc de Lunaret ouvre l'année suivante et porte le nom de l'ancien propriétaire et donateur. Ex-directeur du zoo d'Alger, Marcel Gallet en a assumé la direction de 1965 à 1995.

L'entretien délicat des cimetières oubliés

La Ville de Montpellier a subventionné deux associations à l'œuvre en Algérie, pour essayer de sauver les cimetières européens, malmenés à la suite de nombreuses dégradations.

En mars dernier, le conseil municipal de Montpellier a voté une subvention de 10 000 euros pour le 60^e anniversaire des accords d'Évian, en faveur de deux associations. Il s'agit du Collectif de sauvegarde des cimetières d'Oranie (CSCO) et des Amis des cimetières Saint-Eugène-Bologhine (ACSE). Ces derniers, situés dans la banlieue nord d'Alger, étaient les cimetières principaux du temps de l'Algérie française. « *Il s'agit de veiller à l'entretien des sépultures en Algérie. Certains rapatriés ont des aïeux qui sont restés là-bas et il est important de contribuer à cela. Beaucoup de personnes n'ont jamais eu l'opportunité d'y retourner* », a estimé Michaël Delafosse en formulant « *le vœu de relations plus apaisées entre nos deux pays* ». D'autres métropoles du pourtour méditerranéen ont adopté une attitude similaire, dont Nice et Marseille. Cette subvention concerne des cimetières juifs et chrétiens où ces associations sont mobilisées en raison du manque d'entretien des tombes ou de l'absence de bénévoles.

Lieu de mémoire

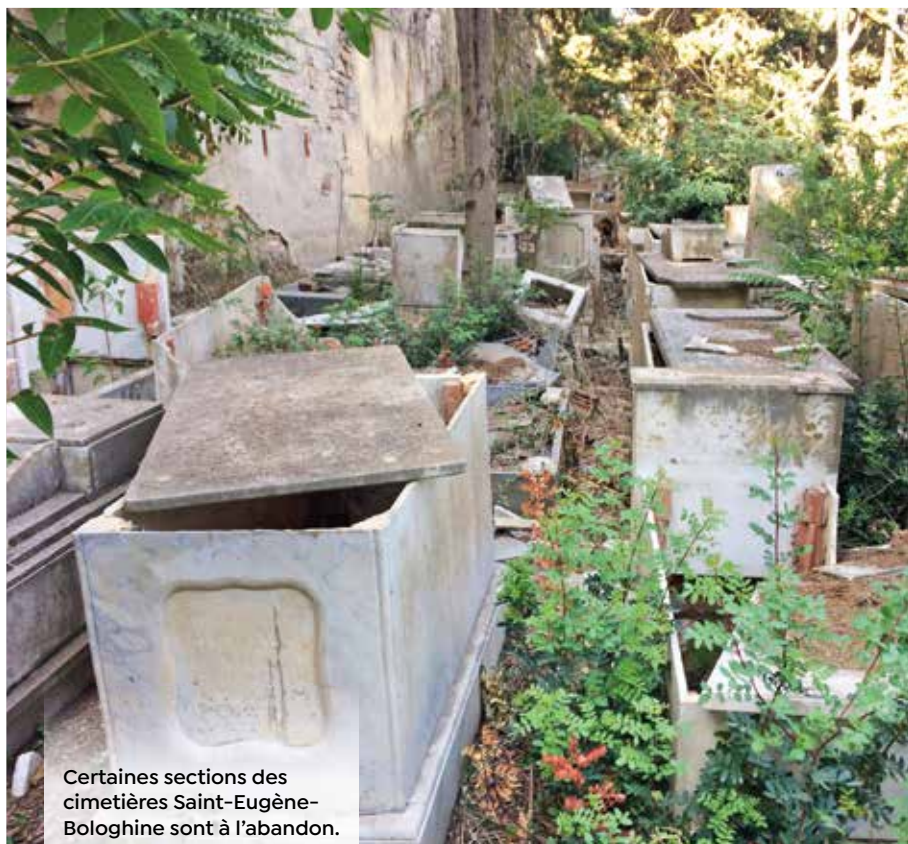
S'il a été possible ces dernières années de procéder à des regroupements de sépultures, il y a aujourd'hui une action urgente de réhabilitation à mener. C'est le cas dans les cimetières Saint-Eugène-Bologhine où ont eu lieu de nombreuses profanations et actes de vandalisme. Pendant les « années noires », les tombes ont souvent servi de caches d'armes et il y a eu d'importantes dégradations sur les tombes et caveaux, les chapelles ou les statues. « *Notre association a pour but de rendre sa dignité à ce lieu de mémoire, de patrimoine et d'histoire. Nous avons besoin pour cela d'un million d'euros, et des actions sont planifiées jusqu'en 2030. Notre ambition est que ce site splendide soit*

classé au patrimoine mondial de l'Unesco pour construire une passerelle entre la France et l'Algérie et créer des parcours historiques », commente Jean-Paul Durand, le président de l'ACSE. Les aides, comme celle de la Ville de Montpellier, permettront notamment de faire des travaux afin d'éviter l'éboulement et l'effondrement de certains carrés construits en terrasses et dont les soutènements sont fissurés.

[Plus d'infos : Collectif de sauvegarde des cimetières d'Oranie : cscso.e-monsite.com](#)
[Amis des cimetières de Saint-Eugène-Bologhine : web-acse.fr](#)

L'ASCFA

Créée au début des années 2000 par l'avocat montpelliérain Jacques Cavanna, l'Association de Sauvegarde des Cimetières Français en Algérie (ASCFA) est également très vigilante et active sur la question de la préservation ou de la réhabilitation des cimetières européens d'Algérie. Chaque année, l'association participe notamment aux cérémonies de la Toussaint au cimetière Saint-Eugène à Alger.



Certaines sections des cimetières Saint-Eugène-Bologhine sont à l'abandon.

© DR



Algérie, panorama, v.1860-1865

© Fonds Mucem

Bientôt un musée

Lancé par Georges Frêche, le projet de l'Institut de la France et de l'Algérie à Montpellier est fortement soutenu par Michaël Delafosse.

Au début des années 2000, Georges Frêche, maire de Montpellier et président de l'Agglomération décide de consacrer un lieu à l'histoire coloniale de la France en Algérie. Pour cela, la Ville acquiert l'hôtel Montcalm (actuel MO.CO., rue de la République) pour deux millions d'euros, début 2003. Elle recrute une conservatrice en charge de la création du musée. En 2005, le projet est transféré à la Communauté d'agglomération. Entretemps, un conseil scientifique a été créé en juin 2004. Il est renouvelé en 2013 après des dissensions. Constitué d'universitaires, il est chargé de veiller à ce que le devoir de mémoire de la communauté des rapatriés et le devoir d'histoire cohabitent harmonieusement. Il rédige un projet culturel et scientifique.

Un coup d'arrêt

Le futur musée se dessine – il y aura 15 salles de parcours permanent – et ouvrira au printemps 2015. Mais Philippe Saurel, président de l'Agglomération, annonce en mai 2014 l'arrêt du projet.

Celui-ci laissera place à un lieu d'art contemporain. Mais que faire des 3 000 pièces du fonds (*photo*) ? Objets, documents d'histoire, photos, bijoux, carnets, affiches, œuvres artistiques de la période ottomane à 1962... Leur dépôt au sein des fonds du Mucem a été acté en 2015 par le ministère de la Culture. Une partie de ces collections fait d'ailleurs l'objet d'expositions-débats à Marseille depuis 2017.

Relance du projet

En janvier 2021, l'historien Benjamin Stora remet à Emmanuel Macron, Président de la République, un rapport sur les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie. Il préconise la réactivation du projet prévu à Montpellier. Michaël Delafosse, élu président de la Métropole de Montpellier en 2020, fait tout de suite part de son intérêt. À l'heure où nous imprimons, le chef de l'État n'a pas encore rendu sa décision. Si elle est positive, Montpellier accueillera ce lieu d'histoire, de mémoires et de cultures qui pourrait se décliner avec un jumeau numérique.



Album photographique, Paul Marie FAMIN

© Fonds Mucem



Les bains Matarès à Alger, Huile sur carton, Henry Chevalier (1886-1945), 1925

© Fonds Mucem



Vie scolaire à Tizi Hibel, 1900

© Fonds Mucem

C'ÉTAIT L'ANNÉE

62 MÉMOIRES D'EXIL
HISTOIRES D'HOSPITALITÉ

EXPOSITION

RAPATRIÉS, HARKIS :
QUEL ACCUEIL À MONTPELLIER ?
TÉMOIGNAGES ET ARCHIVES

DU 17 SEPT AU 21 OCT 2022
HÔTEL DE VILLE Parvis et salle Danielle Mitterrand

Plus d'infos sur :
montpellier.fr/annee62

Montpellier
capitale
européenne
de la Culture
2025


montpellier
Méditerranée
métropole


M
Montpellier